

INSTRUCTION

N° 97-131-B1 du 22 décembre 1997

NOR : BUD R 97 00131 J

Texte publié au BOCP

MARCHÉS PUBLICS.

ANALYSE

Régime des actes ayant pour effet d'augmenter le montant initial du marché de 5 % ou plus (loi n° 95-127 du 8 février 1995).

Date d'application : 22/12/1997

MOTS-CLÉS

DÉPENSE ; ADMINISTRATION DE L'ÉTAT ; MARCHÉ PUBLIC ; AVENANT ;
COMMISSION D'APPEL D'OFFRES ; DÉPASSEMENT ; SEUIL

DOCUMENTS À ANNOTER

Néant

DOCUMENTS À ABROGER

Néant

DESTINATAIRES POUR APPLICATION

ACT	RGF	PGT	TPG	DOM	EP	BA	AAPP	DF	RIEP	SIA	ACPE	

DIFFUSION

CS 48

DIRECTION DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

Sous-direction C - Bureau C3

Sous-direction D - Bureau D4

En application de l'article 8 de la loi n° 95-127 du 8 février 1995, tout projet d'avenant ayant pour effet d'augmenter le montant initial du marché de plus de 5 % doit être soumis pour avis à la commission d'appel d'offres.

La commission centrale des marchés a été amenée à plusieurs reprises à préciser la portée de la loi.

Il résulte de son analyse que :

- cette obligation s'applique aux marchés de l'Etat et de ses établissements publics bien que la commission d'appel d'offres n'ait pas de pouvoir décisionnel.
- le terme avenant doit s'entendre au sens large et il s'agit, en fait, de tous les actes ayant pour effet d'augmenter le montant du marché initial.
- l'augmentation de plus de 5 % ne doit pas seulement s'apprécier sur un seul acte mais sur le montant cumulé des actes. A titre d'exemple, un acte augmentant le montant du marché de 2 % sera soumis à l'obligation d'examen devant la commission si le montant cumulé des actes passés précédemment avait augmenté le montant du marché de plus de 3 %.
- bien que la loi utilise le terme "commission d'appel d'offres", l'obligation d'examen devant la commission est indifférente à la procédure de mise en concurrence utilisée pour la passation du marché, c'est-à-dire qu'elle s'applique aussi bien pour les marchés passés par adjudication, appel d'offres ou négociation.

Le cas échéant, dans le cadre de l'exercice du contrôle financier déconcentré institué par le décret n° 96-629 du 16 juillet 1996, la preuve de l'examen par la commission d'appel d'offres doit être jointe au dossier d'engagement quelle que soit la nature de l'acte ayant pour effet d'augmenter le montant du marché initial.

LE DIRECTEUR DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

Pour le Directeur de la Comptabilité Publique

LE DIRECTEUR ADJOINT

ALAIN BONEL